

En Marche...

33

Numéro 32 - 4 avril 2001

LA SUITE !

FEMMES DES AMÉRIQUES EN ROUTE VERS LE SOMMET DES PEUPLES : DOSSIERS AGRICULTURE ET ÉDUCATION

Dans une semaine, tous les secteurs de la société civile prendront la rue pour protester. Les raisons pour protester et proposer des alternatives sont nombreuses. L'impact potentiel de la ZLÉA sur l'agriculture et l'éducation en est un bon exemple.

Les fermiers canadiens souffrent déjà de la concurrence mondiale alors que le gouvernement canadien a coupé dans les subventions agricoles et dans le soutien au revenu des fermes, et ce bien plus vite que ses principaux partenaires commerciaux. En choisissant les accords de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) sur l'agriculture, les négociateurs de la ZLÉA ont l'intention de créer de nouveaux pouvoirs pour restreindre les droits traditionnels des fermiers canadiens et modifier à la baisse les lois canadiennes en matière de salubrité des aliments. Les fermiers ne peuvent même plus négocier collectivement le prix de leurs produits avec les acheteurs aussi bien domestiques qu'étrangers! L'élimination du soutien aux prix des produits agricoles domestiques qui

protégeait les fermiers a laissé ces derniers à la merci des prix internationaux. Parce que l'OMC interdit les contrôles à l'importation et à l'exportation, seuls les plus gros - les grosses fermes, grosses sociétés - pourront survivre. De plus, le non-respect des normes sur l'environnement et les programmes de gestion de l'approvisionnement, ne permet plus de protéger la santé publique. À titre d'exemple, les États-Unis sont parvenus, par le biais de l'OMC, à remettre en question les exigences du Japon en matière de vérification de résidus de pesticides dans les importations agricoles.

Par ailleurs, comme les pays sont de plus en plus forcés à se tourner vers une économie d'exportation, l'autosuffisance alimentaire n'est plus possible. Les pays ne peuvent plus maintenir de réserves alimentaires en cas d'urgence, par exemple en cas de sécheresse ou de mauvaise récolte. L'autosuffisance alimentaire signifie maintenant qu'un pays doit avoir assez d'argent pour acheter de la nourriture plutôt que d'être capable de la produire lui-même.

Ceci a un impact majeur sur les femmes qui, dans plusieurs pays, sont les principales productrices d'agriculture vivrière. Elles représentent 40% de la main-d'œuvre

agricole mondiale mais ne possèdent que 1% des terres.

AGRICULTURE SOUTENUE PAR LA COMMUNAUTÉ : PENSER MONDIAL, MANGER LOCAL !

A l'heure des négociations sur les accords de libre-échange nord-américains, réalisons-nous que la mondialisation est chaque jour dans notre assiette ? Avons-nous le pouvoir de choisir un plaisir de manger sans arrière goût d'exploitation ?

Pour de plus en plus de personnes au Québec, bien manger ne signifie plus laisser ses préoccupations environnementales et sociales au placard, bien au contraire. Pour les 56 fermes et les 5000 personnes partenaires dans le Réseau des projets d'Agriculture soutenue par la communauté (ASC), la formule des « Paniers bio » permet de joindre l'éthique à l'agréable. En achetant une part de la production à l'avance auprès d'une ferme, les consommateurs s'engagent auprès de leurs « fermier-ères de famille ». Ils recevront en échange un panier de légumes biologiques ou d'autres produits livrés régulièrement à un point de chute dans leur quartier (près de 140 points de chute répartis dans tout le Québec). Ils pourront aller visiter la ferme et même y donner un coup de main. Par ailleurs, les agriculteurs et agricultrices planifient une production très diversifiée pour les familles membres de leurs groupes, qu'ils livreront

durant toute la saison et pour certains même en hiver.

Nouveauté cette année, certains des projets d'ASC vont soutenir des fermes dont certaines productions, de légumes ou de viandes, sont en cours de transition vers le biologique. C'est un geste d'appui en faveur des producteurs qui font l'effort d'appliquer le cahier des charges d'un organisme de certification biologique en vue d'être prochainement certifiés. Obtenir la certification est un défi de plusieurs années : il faut améliorer la qualité des terres en supprimant les fertilisants et pesticides chimiques, et en les remplaçant par des composts et des techniques de rotation de cultures et de désherbage adaptées. Pas d'antibiotiques dans l'alimentation des volailles, pas de cages étroites et de conditions stressantes. Les poulets mangeront uniquement des grains biologiques et pourront courir à l'extérieur dans des conditions saines qui respectent leur comportement nature. "Dans ce volet des projets d'ASC, intitulé *"Paniers bio, Terres bio"*, nous cherchons à agir, à notre échelle, en faveur d'un tournant vers l'agriculture biologique au Québec,

L'ASC permet de mettre en place un exemple de système d'échanges économiques basé non seulement sur la viabilité financière, mais aussi sur des valeurs sociales et environnementales. Et si seulement quelques centaines de familles et d'individus font la différence en devenant partenaires

de ces fermes biologiques ou en voie d'être certifiées, alors imaginez ce qui pourrait se passer dans un proche avenir.

Barbara Vogt, Équiterre

ÉDUCATION ET MONDIALISATION : QUEL RAPPORT?

Selon le Courrier de l'UNESCO de novembre 2000, le secteur de l'éducation représente un « marché » de 2000 milliards de dollars. Pas étonnant alors que les tenants du néo-libéralisme soient si intéressés à libéraliser ce marché rêvé pour leurs futurs investissements ..

La question du partage des coûts de l'éducation, entre l'individu et la société, est vivement débattue dans plusieurs pays. Des données de l'OCDE indiquent que la part du financement des établissements en provenance du secteur privé est en hausse. Conséquemment, dans de nombreux pays, la structure de financement de l'enseignement supérieur s'est considérablement diversifiée, de nouvelles formules sont apparues.

Quelques exemples sont éloquentes : En Nouvelle-Zélande, les droits de scolarité sont maintenant fixés par les institutions; en Australie, la contribution des étudiantes et des étudiants est modulée selon la discipline étudiée; aux Pays-Bas, l'aide financière est limitée dans le temps; et enfin, aux États-Unis, des allègements fiscaux sont accordés au titre de l'enseignement supérieur.

Au Québec, même si ces mesures n'ont pas vu le jour, il n'en reste pas moins que certaines ont été sérieusement envisagées et que seule notre mobilisation, et celle de nos alliés, ont permis d'éviter la mise en place de telles formules.

France Desaulniers,
Fédération nationale des enseignantes
et des enseignants du Québec

ÉDUCATION : UNE RÉALITÉ DIVERSIFIÉE, UNE TENDANCE COMMUNE

Au delà de la diversité des luttes et des réalités éducatives, il est frappant de constater la similitude des enjeux en cause et des modèles qui inspirent les réformes en cours.

Aracely Moreno est présidente de l'Union nationale de l'éducation de l'Équateur. En juin dernier, elle a été emprisonnée avec l'ensemble de l'exécutif syndical après que la police ait pris d'assaut le local du syndicat. Les enseignant-e-s faisaient alors grève pour s'opposer à une nouvelle loi qui consacrait le désengagement total de l'État en matière d'éducation.

En Argentine, pendant plus d'un an, on a assisté à une grève de la faim. Un vaste mouvement populaire revendiquait un financement adéquat de l'éducation. La décentralisation vers les provinces des responsabilités en matière d'éducation, sans financement adéquat, avait conduit à des situations absurdes; certains membres du personnel n'étaient plus

payés depuis des mois. Le mouvement a finalement obtenu gain de cause: un impôt spécial sur les véhicules moteurs a été consacré à rétablir les salaires.

À l'Université nationale autonome de Mexico, la grève de plus d'une année des étudiant-e-s contre l'instauration de frais de scolarité et de tests d'entrée n'a pas donné les succès escomptés.

La création d'une zone de libre-échange dans les trois Amériques aura des effets directs sur l'éducation. Les réformes éducatives qui sont en voie d'implantation un peu partout, bien qu'elles puissent, à l'occasion, contenir certains éléments intéressants, sont le plus souvent dictées par la nouvelle orthodoxie du marché libre : privatisation, désengagement de l'État, concurrence, objectifs mesurables, culte du plus fort.

Ce modèle comporte des mécanismes visant à encourager la hiérarchisation et la compétition, où les parents et les étudiants sont considérés comme de simples consommateurs. La publication de palmarès d'écoles est en vogue en bien des endroits, notamment au Québec, en Argentine et au Chili. Dans plusieurs pays, la paye au rendement, parfois en fonction des résultats des élèves, transforme les pratiques éducatives.

Les chefs d'État des Amériques réunis à Québec affirment faire de l'éducation leur priorité. On annonce que d'ici 2005, tous les habitants

devraient avoir terminé leurs études primaires, 75% des jeunes devraient accéder à l'enseignement secondaire. Tous devraient être éduqués aux droits humains et à un avenir viable, etc. Les bonnes intentions ne manquent pas sauf que la réalité en est à mille lieues!

Tiré de : Nouvelles CSQ

FORUM AGRAIRE - SOMMET DES PEUPLES

Le forum agraire, les 17 et 18 avril à Québec aura pour but d'analyser les impacts sur l'agriculture et les communautés rurales des accords de libre-échange existants et de développer une politique agraire pour les Amériques qui assure une sécurité alimentaire, une production durable et des économies rurales viables.

FORUM ÉDUCATION - SOMMET DES PEUPLES

Le forum sur l'éducation vise à faire le point sur la situation de l'éducation dans nos pays respectifs et à discuter de propositions et d'alternatives en matière éducative. Les discussions devraient conduire les organisations invitées à adopter une Déclaration commune sur l'éducation.

Ce bulletin est produit par :
Fédération des femmes du Québec
Tél.:(514) 876-0166, téléc. : 876-0162
Site Internet www.ffq.qc.ca
Courriel mdavid@ffq.qc.ca